

## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>28334</b>	De <b>M. Thibault Bazin</b> ( Les Républicains - Meurthe-et-Moselle )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Solidarités et santé		<b>Ministère attributaire</b> > Solidarités et santé
<b>Rubrique</b> >établissements de santé	<b>Tête d'analyse</b> >Coronavirus et cliniques privées	<b>Analyse</b> > Coronavirus et cliniques privées.
Question publiée au JO le : <b>14/04/2020</b> Réponse publiée au JO le : <b>28/07/2020</b> page : <b>5152</b> Date de changement d'attribution : <b>07/07/2020</b>		

### Texte de la question

M. Thibault Bazin attire l'attention de M. le ministre des solidarités et de la santé sur la situation des cliniques privées lors de cette crise du coronavirus. En effet, alors que ces cliniques ont déprogrammé 100 000 interventions chirurgicales, ce qui a permis de libérer 4 000 places en réanimation et soins critiques dès la première semaine, il est peu fait appel à elles ou tardivement. C'est ainsi que dans le Grand Est, plusieurs patients atteints du covid-19 ont été évacués vers Marseille et Bordeaux, puis vers l'Allemagne et vers la Suisse, alors que, dans le même temps, 70 places de réanimation ont été libérées dans des cliniques qui n'avaient pas toutes été sollicitées. La Fédération des cliniques et hôpitaux privés de France a d'ailleurs demandé au Gouvernement de réquisitionner ces établissements pour épauler l'hôpital public. Il vient donc lui demander pourquoi le plan Blanc empêcherait ce recours et comment l'État va compenser le manque à gagner de ces structures qui « tournent pratiquement à vide ».

### Texte de la réponse

La prise en charge des formes sévères et graves du Covid-19 implique de pouvoir disposer de capacités importantes en lits de réanimation. Dans un souci d'anticipation, les pouvoirs publics ont fortement mobilisé l'ensemble des établissements de santé (publics et privés) pour augmenter ces capacités : - des consignes ont été données aux agences régionales de santé (ARS) et aux établissements pour déprogrammer les activités non urgentes afin de libérer des lits de réanimation ainsi que des moyens humains et matériels et prendre en charge les patients atteints par le Covid-19 - un recensement des besoins des établissements a été effectué par les ARS en vue d'ouvrir des lits supplémentaires dans les établissements et d'organiser entre eux des prêts de matériels (par exemple, de respirateurs) - de nouveaux lits de réanimation peuvent donc être ouverts par les établissements, notamment par la reconversion de lits d'autres services (surveillance continue, soins intensifs...) en lits de réanimation. Ainsi, ces actions associées à la mobilisation de tout le secteur hospitalier (hôpitaux et cliniques) ont permis de passer à près de 10 000 lits. Les établissements privés ont pris toute leur part dans cette effort et ils sont associés à l'accueil des patients partout où c'est nécessaire mais aussi grâce à la mobilisation de leur personnel qualifié médecins ou paramédicaux qui dans plusieurs territoires sont venus renforcer des équipes d'autres établissements pour ouvrir des lits de réanimation.